



CHAPITRE 87

Loi modifiant la charte de la cité de
Rivière-du-Loup

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

CHAPTER 87

An Act to amend the charter of the city
of Rivière-du-Loup

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Rivière-du-Loup a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 George V (1910), chapitre 56, modifiée par la loi 9 George V, chapitre 100, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 68a aj.
pour cité.

1. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Rivière-du-Loup, en ajoutant, après l'article 68, les suivants:

Commis-
sion spor-
tive.

"68a. Le conseil est autorisé à instituer par règlement une commission sportive composée de huit membres dont un échevin et sept citoyens ayant les qualités requises pour en faire partie à laquelle il peut déléguer tous les pouvoirs, privilèges et autorité qu'il juge à propos pour la surveillance, l'administration et l'organisation des arénas, stades, parcs, terrains réservés aux jeux organisés et locaux, appartenant à la cité et servant à des spectacles ou à des fins sportives, d'exhibitions, d'assemblées publiques, de concerts ou autres; et à définir par règlement les attributions et devoirs de cette commission.

Preamble.

WHEREAS the city of Rivière-du-Loup has, by its petition, represented, that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George V (1910), chapter 56, amended by the act 9 George V, chapter 100, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Rivière-du-Loup, by adding, after section 68, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 68a,
added, for
city.

"68a. The council is authorized to establish by by-law a sports commission composed of eight members one of whom shall be an alderman and the other seven citizens duly qualified to be members thereof, and may grant it such powers, privileges and authority that it deems necessary for the supervision, administration and organization of the arenas, stadiums, parks, grounds reserved for organized and local games, property of the city and utilized for performances, sports, exhibitions, public meetings, concerts or others; and to define by by-law the prerogatives and duties of such commission.

Sports
commis-
sion.

Nomina-
tion, etc.

Les membres de cette commission sont nommés par le conseil à la première séance régulière qui suivra l'élection régulière des membres du conseil ou à la séance suivante. L'échevin en sera le président d'office. Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services seront gratuits. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président soit par la majorité de ses membres. Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil.

Commis-
sion du
tourisme.

"68b. Le conseil est autorisé à instituer par règlement une commission du tourisme composée de cinq membres dont un échevin et quatre citoyens ayant les qualités requises pour en faire partie, à laquelle il pourra déléguer les pouvoirs d'un syndicat d'initiative constitué en vertu du chapitre 249 des Statuts refondus de Québec, 1941.

Pouvoirs.

Ces pouvoirs seront définis par un règlement du conseil. Les membres de cette commission sont nommés tous les trois ans par le conseil, à la première séance régulière qui suivra l'élection annuelle des membres du conseil ou à la séance suivante. L'échevin en sera le président d'office. Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services seront gratuits. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président soit par la majorité de ses membres. Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 109, am.
pour cité.

2. L'article 109 de la Loi des cités et villes est modifiée, par la cité, en y ajoutant après le paragraphe 15° le paragraphe suivant:

Agent in-
dustriel.

"16° Agir comme agent industriel de la cité, et faire tous les actes utiles et les demandes appropriées qu'approuvera le conseil pour assurer l'établissement de nouvelles industries et le développement des industries déjà existantes."

The members of such commission shall be appointed by the council at the first regular meeting following the regular election of the members of the council or at the following meeting. The alderman shall be president *ex officio*. The members of the commission shall remain in office during good pleasure and their services shall be gratuitous. Upon request of the council, the commission shall render account of its work and decisions by submitting reports signed either by its president or by the majority of its members. Any project involving any expenditure of money shall be previously authorized by the council.

Appoint-
ment, etc.

"68b. The council is authorized to establish, by by-law, a tourist commission composed of five members one of whom shall be an alderman and the four other citizens qualified to be members thereof, and may delegate to it some of the powers of an initiatory syndicate established under chapter 249 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Tourist
commis-
sion.

Such powers shall be defined by by-law passed by the council. The members of such commission shall be appointed every three years by the council at the first regular meeting following the regular election of the members of the council or at their following meeting. The alderman shall be president *ex officio*. The members of the commission shall remain in office during good pleasure and their services shall be gratuitous. Upon the request of the council, the commission shall render account of its work and decisions by submitting reports signed either by its chairman or by the majority of its members. Any project involving any expenditure of money shall be previously authorized by the council."

Powers.

2. Section 109 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after paragraph 15, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 109, am.
for city.

"16. To act as industrial agent of the city, and do all useful acts and make such appropriate requests as the council may approve to assure the establishment of new industries and the development of those already existing."

Industrial
agent.

S.R.,
c. 233,
a. 134,
remp. pour
citée.

3. L'article 134 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Taxes non payées. **"134.** Les noms des personnes mentionnées aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 1 de l'article 128 ne pourront être inscrits sur la liste des électeurs, s'ils n'ont pas payé leurs redevances au trésorier de la cité à la date de la confection des listes. Le défaut par le propriétaire d'autre part d'avoir payé ses taxes ne le privera pas du droit d'être inscrit sur la liste des électeurs et d'exercer son droit de vote."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
citée.

4. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 4°, les paragraphes suivants:

Toit; **"4°a.** Pour décréter que le toit de tout bâtiment devra être construit de façon que l'eau, la glace ou la neige ne puisse tomber sur le trottoir ou dans la rue;

Plan; **"4°b.** Pour contraindre tout propriétaire qui vend un lot ou partie de lot enregistré ou non au cadastre, à déposer au greffe de la cité une description et un plan du terrain vendu;

Réflex-
teurs. **"4°c.** Pour prescrire le port de réflecteurs ou de tout autre appareil de protection sur bicycles ou voitures hippomobiles circulant la nuit, dans la cité."

S.R.,
c. 233,
a. 426a, aj.
pour cité.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 426, le suivant:

Commis-
sion d'ur-
banisme. **"426a.** Le conseil peut faire des règlements pour instituer une commission d'urbanisme ayant juridiction dans toute l'étendue du territoire de la cité. Cette commission sera composée d'au moins cinq et de pas plus de neuf membres dont les nominations resteront révocables à volonté. Le conseil en choisira le président. Par règlement et aux conditions qu'il jugera à propos, le conseil pourra déléguer à cette commission les pouvoirs qu'il détient en vertu de la loi touchant le zonage, le contrôle architectural, l'approbation des permis de construction et toute autre matière relative à l'urbanisme."

3. Section 134 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

Taxes not paid. **"134.** The names of the persons mentioned in paragraphs *b* and *c* of subsection 1 of section 128 shall not be entered on the electoral list, if they have not paid their taxes to the treasurer of the city at the date of the preparation of the lists. On the other hand, the default by the proprietor to have paid his taxes shall not deprive him of the right to be entered on the electoral list nor of the right to vote."

4. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 4, the following:

Roof; **"4a.** To order that the roof of any building shall be constructed so as not to allow water, ice or snow to fall on the sidewalk or in the street;

Plan; **"4b.** To compel every proprietor who sells a lot or part of a lot entered or not on the cadastre, to file in the city clerk's office a description and a plan of the land sold;

Reflec-
tors. **"4c.** To compel the owner of a bicycle or of an horse-drawn vehicle to provide such vehicle with reflectors or any sort of protection light when circulating at night in the city."

5. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 426, the following:

City-plan-
ning com-
mission. **"426a.** The council may make by-laws for the appointment of a city-planning commission having jurisdiction over the whole extent of the territory of the city. Such commission shall be composed of at least five and not more than nine members, whose appointment shall be subject to cancellation at will. The council shall appoint the president thereof. The council may, by by-law and upon such conditions as it may determine, delegate to such commission its powers respecting zoning, architectural control, approval of building permits, and other matters relating to town-planning."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
cité.

Certificat
médical.

Idem.

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
cité.
Mendicité,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 429, am.
pour cité.

Billet d'as-
signation.

6. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 3^a édicté par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 39, par le suivant:

"3^a. Pour obliger toute personne employée dans un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne et toute personne employée dans un établissement manipulant des produits alimentaires, entre autres, les épiceries, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, à subir un examen médical annuel et à fournir aux fonctionnaires municipaux désignés à cette fin, un certificat médical attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection.

Pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne, ou établissement manipulant des produits alimentaires, entre autres les épiceries, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, de prendre ou garder à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat du fonctionnaire compétent attestant qu'elle a fourni le certificat médical susmentionné; pour fixer les catégories d'emploi auxquels le règlement est applicable;"

7. L'article 428 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 10^e par le suivant:

"10^e Pour réglementer ou prohiber la mendicité et les collections publiques, tag-days, dans les rues et les places publiques ou à domicile, dans la cité."

8. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 26^e le paragraphe suivant:

"26^a. Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la vitesse, à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise ou ailleurs, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent du dit véhicule, une copie

6. Section 427 of the Cities and Towns R.S., Act, is amended, for the city, by replacing c. 233, paragraph 3a, enacted by section 4 of the s. 427, act 8 George VI, chapter 39, by the fol- am. for city. lowing:

"3a. To oblige every person employed Medical certificate. in a hotel, restaurant, barber shop, hair dressing establishment, beauty parlor, laundry or tavern, and every person employed in an establishment where food products are handled, amongst others, groceries, bakeries, butcher shops, dairies and places where liquors are bottled, to undergo an annual medical examination and to furnish the municipal officers appointed for such purposes with a medical certificate stating that such person is not a germ-carrier liable to spread infection.

To forbid any keeper or operator of a Idem. hotel, restaurant, barber shop, hair-dressing establishment, beauty parlor, laundry, tavern or establishment where food products are handled, amongst others groceries, bakeries, butcher shops, dairies and places where liquors are bottled, to take or keep in his employ any person not provided with a certificate from the proper official stating that such person has furnished the above-mentioned medical certificate; to determine the classes of employment to which the by-law shall apply;"

7. Section 428 of the Cities and Towns R.S., Act is amended, for the city, by replacing c. 233, paragraph 10 by the following: s. 428, am. for city.

"10. To regulate or prohibit begging Begging, and public collections, tag-days, within etc. the streets and public squares or at domicile within the city."

8. Section 429 of the Cities and R.S., Towns Act is amended, for the city, by c. 233, adding after paragraph 26, the following: s. 429, am. for city.

"26a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to speed, traffic and Notice of summons. public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot, where such infraction has been committed or elsewhere a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit it in a conspicuous place on the said vehicle a copy

de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la cité. Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Paiement pour éviter plainte.

Toute personne en possession de cet avis, peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au département de la circulation de la cité et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question, libère ladite personne de toute autre pénalité relative à l'infraction par elle commise.

Plainte, etc.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix doit porter contre elle une plainte, conformément à la loi. Les sommes perçues suivant ce mode de perception des amendes appartiennent à la cité, qui peut les retenir;"

S.R., c. 233, a. 469, am. pour cité.

Restaurants ambulants.

9. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité:

a) en ajoutant après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

"6a. Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la cité; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

b) en ajoutant après le paragraphe 14°, le paragraphe suivant:

Colporteurs, etc.

"14a. Pour permettre, moyennant un permis dont le coût ne doit pas excéder deux cents dollars, la vente par comptoir postal;"

c) en ajoutant après le paragraphe 22°, le paragraphe suivant:

Jeux mécaniques.

"22a. Pour frapper d'un impôt annuel maximum de vingt-cinq dollars tous jeux mécaniques, phonographes, dont l'usage est autorisé par la loi, et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, affectés à des fins lucratives, possédés ou exploités de quelque manière que ce soit par toute personne dans les limites de la municipalité."

of such notice and bring the original thereof to the city traffic department. The preceding provisions shall not prevent the police officer, if he deems it expedient, from lodging a complaint or causing the issue of a summons according to law.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city traffic department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the department in question shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment to avoid complaint.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the peace officer may lodge against him a complaint according to law. The sums collected according to this mode of collection of fines belong to the city, which may retain the same;"

Complaint, etc.

9. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city:

R.S., c. 233, s. 469, am. for city.

a. by adding after paragraph 6, the following paragraph:

"6a. To regulate, limit the number of ambulating restaurants or forbid the operating thereof within the limits of the city; cancel their permit at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the city shall remit a part of the cost of the license, corresponding to the period remaining to run under such permit;"

Ambulating restaurants.

b. By adding after paragraph 14, the following:

"14a. To permit, upon the issue of a licence at a cost not exceeding two hundred dollars, sales through postal service;"

Pedlars, etc.

c. by adding after paragraph 22, the following:

"22a. To impose an annual maximum tax of twenty-five dollars on any mechanical games, phonographs, the use of which is authorized by law, and operating by means of coins and counters, and used for lucrative purposes, owned or operated in whatever manner by any person within the limits of the municipality."

Mechanical games.

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
cité.
Taxis.

10. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 9° le suivant:

"9°a. Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la cité; pour imposer une taxe ou licence aux postes de taxi et déterminer le nombre de taxis qui peuvent y stationner; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés; pour faire un tarif des taux à eux payables pour leurs services; pour les forcer à ne pas exiger des taux plus élevés que ceux fixés par le tarif, et pour punir quiconque loue, engage ou emploie l'un d'eux et refuse de le payer suivant le tarif; pour les forcer d'accorder leurs services à quiconque les leur demande aux taux portés dans ce tarif;"

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
cité.

11. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1° de l'article 472 le paragraphe suivant:

Nuisances.

"1°a. Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritus, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher;"

S.R.,
c. 233,
a. 481a, aj.
pour cité.

12. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 481, le suivant:

Règlement autorisé.

"481a. Avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, le conseil est autorisé à faire des règlements pour employer un emprunt de vingt-cinq mille dollars légalement contracté en vertu du règlement 287 de la cité et qui devait être employé pour la réfection de la rue Lafontaine, pour construire un édifice qui sera utilisé en partie par la cité pour fins administratives et en partie pour fins industrielles. Il ne sera pas nécessaire de soumettre ce règlement à l'approbation des électeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
cité.

13. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 485, le suivant:

10. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 9, the following:

"9a. To limit the number of taxis operating in the city; to impose a tax or license on taxi stands and fix the number of taxis which can be parked thereat, to prohibit the same from being stationed at any place other than the authorized stands; to establish a tariff of the fares payable to them for their services; to compel them not to exact higher fares than those fixed by the tariff, and to punish every person who hires, engages or employs anyone of them and refuses to pay him according to the tariff, and to compel them to give their services, at rates, fixed in such tariff, to any person applying for such services;"

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
city.
Taxis.

11. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1 of section 472, the following:

"1a. To enact that the fact that the owner of a vacant lot, or of a lot partly built on, allows branches, brush and tall grass to grow on said lot, or allows scrap iron, waste matter, rubbish, papers or empty bottles, to remain thereon, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who allow such nuisance to exist, and to prescribe measures suitable to prevent same;"

Nuisances.

12. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 481 thereof, the following:

"481a. With the previous approval of the Quebec Municipal Commission the council is authorized to make by-laws to apply a loan of twenty-five thousand dollars lawfully contracted under by-law 287 of the city and which was to be used for the remaking of Lafontaine street, to erect a building to be used by the city in part for administration purposes and in part for industrial purposes. It shall not be necessary to submit such by-law to the approval of the electors."

By-law authorized.

13. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 485 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added, for
city.

Déclaration du propriétaire.

"485a. Le conseil peut faire des règlements pour obliger les propriétaires à déclarer par écrit, dans le mois de mai de chaque année, le montant du loyer payé par leur ou leurs locataires durant l'année écoulée."

"485a. The council may make by-laws to oblige owners to declare in writing, during the month of May of each year, the amount of rent paid by their lessee or lessees during the past year."

Declaration by owner.

S.R., c. 233, a. 488, remp. pour cité.

14. L'article 488 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

14. Section 488 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

S.R., c. 233, s. 488, replaced, for city.

Immeubles imposables.

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, mais ne comprennent pas les machineries ni leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fond."

"488. The taxable immoveables in the municipality shall comprise lands, constructions and workshops erected thereon and all improvements made thereto, but shall not comprise machinery and its accessories placed in the work-shops and used for their operation, whoever may be the owner of such machinery and accessories. The actual value of the whole shall be entered in the valuation roll in the name of the owner of the ground."

Taxable immoveables.

S.R., c. 233, a. 525, remp. pour cité.

15. L'article 525 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

15. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing section 525, by the following:

S.R., c. 233, s. 525, replaced, for city.

Capitation.

"525. Le conseil peut imposer et prélever sur tout habitant et sur tout chamber du sexe masculin ou féminin, âgé de vingt et un ans et plus, qui ont résidé dans la municipalité pendant six mois et qui ne sont chargés d'aucune taxe en vertu de la présente loi, une taxe annuelle de deux dollars. Le conseil peut faire des règlements pour définir le mot "chamber".

"525. The council may impose and levy upon every inhabitant and upon roomer, male and female, of the age of twenty-one years and over, who has resided in the municipality for six months, and who is not liable to the payment of any other tax under this act, an annual tax of two dollars. The council may make by-laws to define the meaning of the word "roomer".

Poll-tax.

S.R., c. 233, a. 579a, aj. pour cité.

16. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 579 le suivant:

16. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 579, the following:

S.R., c. 233, s. 579a, added, for city.

Ristourne, etc., autorisée.

"579a. Pour favoriser les industries nouvelles ou déjà existantes, le conseil peut, par résolution, accorder des ristournes ou remises annuelles de taxes foncières payées pour l'année précédente, à l'exception des taxes d'eau, tarifiées conformément à l'échelle suivante:

"579a. To encourage new or already existing industries, the council may grant annual refunds or rebates of real estate taxes paid for the previous year, except water-rates, tariffed according to the following scale:

Refunds, etc., authorized.

a) Pour toute industrie nouvelle employant outre le propriétaire, le gérant, les directeurs ou les actionnaires.

a. For any news industry employing besides the proprietor, the manager, the directors or shareholders:

de 5 à 24 employés, remise de 10%;
de 25 employés et plus, remise de 15%;

from 5 to 24 employees, rebate of 10%,
25 or more employees, rebate of 15%.

Néanmoins, aucune telle industrie ne pourra bénéficier de ces ristournes ou remises pour plus de cinq ans.

b) Pour toute industrie déjà existante dont le nombre d'employés s'est accru, par rapport à l'année 1948, outre le propriétaire, gérant, directeurs et actionnaires:

de 5 à 24 employés, remise de 5%;

de 25 employés et plus, remise de 7½%.

Durée.

Néanmoins, aucune telle industrie ne pourra cependant bénéficier de ces ristournes ou remises pour plus de trois ans."

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Nevertheless, no such industry shall benefit from such refunds, or rebates for more than five years.

b. For any already existing industry whose number of employees, besides the proprietor, manager, directors and shareholders, has increased, as compared with the year 1948:

from 5 to 24 employees, rebate of 5%,

by 25 or more employees, rebate of 7½%.

Nevertheless, no such industry shall benefit from these refunds or rebates for more than three years."

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.